



Convention TER des pays de la Loire

Horaires, qualité de service, prix, démocratie...

Le TER doit répondre aux besoins des usagers !

USAGERS ET CHEMINOTS, ACTEURS DE LA CONVENTION :

INTERPELLONS ENSEMBLE, LE 23 JUIN, LE CONSEIL REGIONAL DES PAYS DE LA LOIRE !

Le Conseil Régional et SNCF Mobilités négocient une nouvelle convention TER pour les 5 ans à venir.

Entre la position dogmatique de la majorité régionale qui veut ouvrir le TER à la concurrence et une SNCF Mobilités uniquement tournée vers les profits, les usagers et les cheminots n'ont pas voix au chapitre. Les usagers, les salariés, ont pourtant un besoin vital de trains, au bon prix, aux bons horaires, fiables et qui circulent en toute sécurité

pour se rendre au travail ou pour leurs déplacements personnels.

Afin de construire un espace démocratique, la CGT mène une campagne d'information, de débat et d'actions depuis décembre 2016 : rédaction d'un « cahier des charges » TER, réunions publiques, « opérations gares ouvertes », sont autant d'initiatives qui doivent nous permettre de **gagner une mobilisation de haut niveau le vendredi 23 juin à 10h30 au Conseil Régional.**

PAYER PLUS POUR AVOIR MOINS ?

Les politiques d'austérité budgétaire, la dette de 54 milliards d'€ du système ferroviaire et les choix budgétaires pro-routier du conseil régional font parties des éléments qui concourent au manque d'ambition pour le TER. C'est ainsi que le Conseil régional et la SNCF s'entendent pour faire payer plus cher les usagers du quotidien !

Dans le même temps la Région demande un plan d'économie totalement irréaliste de 20



millions d'€ par an aux cheminots sur un budget initial de 150 millions d'€. Ce gain de productivité de 13 % est insoutenable pour les cheminots qui ont déjà perdu 14 % de leurs effectifs en 8 ans sur les Pays de la Loire, tout en produisant 22 % de TER en plus. Il manque par exemple 20 agents de conduite. Dans ces conditions, comment faire circuler les trains prévus au plan de transport ?

5 % d'augmentation pour les usagers du TER !

100 millions d'€ de moins pour le train ?

120 millions d'€ de plus pour la route !

POURTANT DES SOLUTIONS EXISTENT POUR ETOFFER LE BUDGET DU TER !

- Augmenter la part patronale dans le paiement de l'abonnement travail.
- La reprise de la dette du ferroviaire par l'Etat permettrait de ne plus payer les 1,7 milliard d'€ de frais financiers au niveau national et de largement baisser le coût des sillons sur la région (aujourd'hui 38 millions d'€ sur un budget TER de 150 millions d'€).
- L'abandon de l'écotaxe prive l'État de 890 millions d'€ par an pour financer les transports. C'est d'autant plus scandaleux quand les contribuables paient les infrastructures routières détruites par les camions (le passage d'un camion chargé équivaut à 1 millions de voitures...)
- Faire de la SNCF une véritable entreprise publique qui ne se sert pas des conventions TER pour financer la constitution d'un groupe privé international.



BUDGET EN BAISSSE = USAGERS SEULS EN GARE ET DANS LES TRAINS !

La nouvelle majorité régionale et les dirigeants SNCF n'évaluent le contenu de la future convention TE l'angle comptable.



Réduire les « coûts » budgétaires revient dans cette optique, à supprimer les emplois et ceci aux dépens des coûts humains et matériels induits, qui en découlent : **plus de prise en charge des personnes les plus fragiles, insécurité, dégradations, manque d'informations et pertes de repères pour les usagers...**

S'ils constatent des baisses de fréquentations et des recettes, c'est toutefois sans vouloir accepter qu'un guichet ouvert ou un contrôleur à bord des trains contribue à limiter les effets néfastes et onéreux liés à la déshumanisation des gares et des trains, tout en générant du chiffre d'affaire.

Leur seul horizon, c'est internet ! Le projet de fermer massivement les guichets est en marche, quant aux contrôleurs, ils se font de plus en plus rares sur nos lignes. Cette politique crée une spirale de déclin du TER, mais il est encore temps de la stopper !

TRANSPORT COLLECTIFS : DEFICIT DEMOCRATIQUE ET DES BESOINS PARTOUT

Les usagers et les élus des communes rurales veulent faire entendre leurs voix ! Ils participent nombreux aux débats publics organisés sur tout le territoire Ligérien par la CGT.

Les besoins sont clairement exprimés : ils veulent des trains fiables, en nombre suffisant et aux bons horaires. C'est pour la CGT la définition même de ce que doit être un **Service Public : il doit répondre avant tout aux besoins de la population !** Il exige donc au préalable des espaces de démocratie où ces besoins sont exprimés et recueillis.

Aujourd'hui, seuls les Comités de lignes permettent une forme de dialogue direct entre les usagers, les élus régionaux et la SNCF.

Leur intérêt n'est pas remis en cause, mais ils ne constituent pas un outil suffisant pour l'élaboration concrète des horaires des trains au plus près des besoins des populations.



ORGANISES, NOUS POUVONS GAGNER !

Le cadencement des horaires des TER crée du mécontentement sur de nombreuses lignes. En effet, un train qui dessert un lieu scolaire ou professionnel devient totalement inadapté pour quelques minutes de décalage.

SNCF Réseau et la Région Pays de la Loire ont limité le nombre d'interlocuteurs pour élaborer les nouvelles grilles horaires. Dès lors, seuls les usagers organisés en associations ou collectifs ont réussi à se faire entendre depuis la



communication des nouveaux horaires, sans forcément obtenir gain de cause. Cela confirme qu'il est toujours plus efficace d'agir collectivement pour se faire entendre.

La CGT des cheminots est très favorable à un travail commun avec les associations et les collectifs d'usagers du train. Nos points de convergences sont nombreux. Nous pouvons nous en servir pour gagner un Service Public TER de qualité.

ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX : PASSER DU DIRE AU FAIRE !

L'hiver 2016-2017 a démontré que toutes les grandes agglomérations sont maintenant touchées par des alertes pollution au particules fines et aux CO2. L'ouest de la France est maintenant concerné malgré la proximité de l'Océan !

Au-delà des grands discours volontaristes, les faits démontrent que nos dirigeants ne se préoccupent en rien de notre santé et privilégient les grands groupes financiers qui ont besoin d'un transport « pas cher » et totalement déréglementé. La COP21 a exclu les transports dans ses discussions ! Aujourd'hui sur notre région, la majorité au conseil régional se place dans la droite ligne climato-sceptique de Donald Trump en préférant investir dans la

route plutôt que dans le rail ! Sur les 5 ans à venir plus de 120 millions d'€ vont aller aux investissements routiers alors que ce n'est pas du ressort de la région, mais des départements et des communes qui reçoivent les dotations de l'État. Dans la même période, le Conseil Régional ne prévoit pas l'acquisition de nouvelles rames TER.

Ces faits démontrent la volonté manifeste de faire décliner le TER au détriment de la route ! Cette politique est scandaleuse et totalement irresponsable !



23 JUIN 2017 A 10H30

RASSEMBLEMENT AU CONSEIL REGIONAL

**POUR UN VERITABLE SERVICE PUBLIC TER REpondant
AUX BESOINS DE LA POPULATION !**